

## **Chapitre 4**

### **Origine et formation du nouveau peuplement**

Il est malaisé de comprendre l'origine et la formation du peuplement d'Oran à partir de 1792, sans chercher à connaître quelles furent tout d'abord les difficiles conditions politiques et même militaires qui s'étaient déroulées pendant une décennie et qui avaient abouti aux négociations avec l'Espagne pour l'évacuation d'Oran.

D'autre part, le processus de formation du nouveau peuplement entamé au lendemain de la reconquête de la ville nous nous devons l'analyser dans le cadre général de la politique à double volet qu'avait déjà entreprise le bey Mohamed Ben Othman au cours du dernier quart du XVIII<sup>e</sup> siècle et, qui consista ; d'une part, dans la politique de déplacement des tribus ; et d'autre part, dans celle des concessions foncières au profit des chefs maraboutiques et des chefs de tribus makhzen. Cette double politique lui servira à Oran d'une deuxième expérience mais ; cette fois à l'échelle de toute une ville et non des moindres ; il s'agissait de la nouvelle capitale de la province Ouest de la Régence, fortement marquée par son histoire récente.

#### **Le contexte politique de la reconquête d'Oran par les Algéro-ottomans**

Alors qu'à partir de juin 1785, les premières négociations portant sur la cession d'Oran et de Mers-el-Kébir étaient ouvertes entre la cour de Madrid et le dey d'Alger qui aboutiront le 16 juin 1785 à la conclusion d'une sorte d'accord de paix signé entre le plénipotentiaire espagnol, l'amiral José de Mazaredo et le dey Mohamed Ben Othman Pacha, par lequel les deux parties avaient convenu dans l'article XX de cet accord, que, « les deux places d'Oran et de Mers-el-Kébir resteront, comme toujours sans communication avec le reste du pays et rien ne sera garanti par le dey d'Alger en cas d'attaque du bey de Mascara. L'accès au port d'Oran sera interdit aux corsaires algériens ».

Pendant, du côté espagnol, l'accord jugé partiel est rejeté, car il ne prenait pas en compte les avantages commerciaux que l'Espagne souhaitait tirer du port d'Oran, une fois restitué aux Algériens.

## Chapitre 4 : Origine et formation du nouveau peuplement

---

Ce rejet n'était pas évidemment du goût des autorités d'Alger. Celles-ci, y imputèrent l'échec à l'incapacité de l'amiral José de Mazaredo, dont le dey demanda son remplacement. Les deux parties s'accordent à reconnaître que l'amiral José de Mazaredo n'avait pas été à la hauteur de sa mission, et la cour madrilène, accède rapidement à la demande du dey d'Alger pour son remplacement par un autre plénipotentiaire. Madrid désigne à cet effet, un intermédiaire français, le comte d'Expilly, comme nouveau négociateur.

L'échec de la mission de l'amiral José de Mazaredo, avait entre-temps, créé de septembre à décembre 1785, un climat de tension entre la garnison espagnole et les troupes du bey de Mascara, Mohamed ben Othman El Kurdi qui se solda par des détentions de prisonniers dans les deux camps<sup>1</sup>.

L'une des premières démarches de bons offices, du comte d'Expilly, fut son séjour à Oran et Mascara, pour faire libérer les prisonniers détenus dans les deux camps, espagnol et algérien. Du coup, cette négociation directe entre le bey et un diplomate espagnol, n'était pas pour plaire au dey qui y vit une velléité d'autonomie de la part du bey de l'Ouest.

Néanmoins, ce nouveau climat d'apaisement avait permis aux deux pays, d'arriver à la conclusion d'un traité de paix, signé le 14 juin 1786 entre le comte d'Expilly et le dey d'Alger. Le traité fut ratifié le 27 août 1786 par le roi Charles III, mais son article portant sur la cession d'Oran et de Mers-el-Kébir restait le même que celui contenu dans l'accord de paix du 16 juin 1785 signé par l'amiral José de Mazaredo, ce qui au fond, ne changeait pas grand-chose quant à la situation belligérante entre le bey de l'Ouest et la garnison espagnole d'Oran 1.

Tandis que la situation demeurait pour le moins équivoque, le bey de Mascara, reprit en janvier 1787, conformément à ce fameux article, des actes d'hostilités contre la garnison d'Oran, et se préparait à reconquérir la ville, en établissant un long siège qui fermait l'arrière-pays à la garnison espagnole qui, ne pouvait s'approvisionner que par mer, et la coupait en même temps des tribus qui étaient favorables aux Espagnols.

Cependant, les Espagnols surpris par les attaques subites du bey de Mascara, ne purent comprendre la situation, que lorsque, le nouveau consul d'Espagne à Alger, M. de Las Heras s'était effectivement aperçu que la version espagnole du texte de l'accord de paix et plus particulièrement son article XX, ne correspondait pas fidèlement à sa version osmanlie (Terki-Hassaine, 2004, pp. 199-204).

L'article XX dans sa version turque, entendait laisser l'entière initiative au bey de l'Ouest, sans en référer au dey d'Alger, la décision de déclencher en n'importe quel moment des actes de guerre contre les Espagnols d'Oran.

---

<sup>1</sup> De 1779 à 1792, Mohamed Ben Othman El Kurdi, dit « Mohamed Lakehel » (le noir), et Mohamed el Kébir à partir de 1792, avait à faire à sept commandants-généraux espagnols des places d'Oran et de Mers-el-Kébir, depuis don Luis Carvajal (1778-1780) jusqu'à don Juan Courten (26 févr. 1791- samedi 25 février 1792).

Il est cependant clair, qu'avec la modification de certaines clauses du traité dans leur traduction du turc à l'espagnol, le comte d'Expilly avait, avec la complicité de hauts dignitaires de la cour madrilène, porté en toute évidence préjudice aux intérêts de son pays et ternit l'image de la diplomatie espagnole. Comme, il avait également par ces actes, contribué à la détérioration des rapports déjà fragiles que les deux pays essayaient tant bien que mal de rétablir.

Sans toutefois faire acte d'abdication, le dey Mohamed Ben Othman, cède en 1788, le pouvoir à son fils Hassan Khaznadji.

Tandis que les discussions traînaient en longueur entre les deux parties, les deux pays allaient connaître chacun de son côté des moments historiques importants, qui ne vont pas tarder à précipiter le cours des événements.

Au niveau de l'empire ottoman, un nouveau sultan, Sélim III succède au sultan Abdulhamid, décédé le 7 avril 1789. Au Maghreb, l'événement marquant de ce début de la dernière décennie du XVIII<sup>e</sup> siècle, fut la disparition en 1790, du souverain marocain, le sultan Moulay Mohamed Ben Abdallah qui avait établi d'excellents rapports de voisinage avec les beys de l'Ouest algérien, et plus particulièrement le bey Mohamed el Kébir<sup>2</sup>.

Mais l'événement de taille qui allait avoir des répercussions sur tout le bassin méditerranéen, est incontestablement la Révolution française qui, en 1789 mit toutes les monarchies européennes en danger, l'Espagne plus que toute autre, en raison des liens historiques entre les deux familles régnantes, et l'existence des frontières communes.

Le deuxième événement dont aussi bien l'Espagne que la Régence se partagèrent la consternation, fut le terrible tremblement de terre qui frappa Oran en octobre 1790. Cette terrible catastrophe naturelle fit plus de 3.000 victimes espagnoles. Le comte de Cumbre Hermosa, le commandant général par intérim d'Oran écrivait dans son rapport, adressé au roi, au lendemain du séisme que, « Dieu fit poser sur nous le glaive de sa justice, menaçait de nous exterminer tous dans le convulsions d'un tremblement de terre si profond, si terrible, qu'en moins de trois minutes, il ruina la majeure partie des édifices et ébranla le reste de fond en comble » (Fey, 1858).

---

<sup>2</sup> L'excellence des rapports politiques entre le sultan du Maroc, Moulay Ben Abdallah et le bey Mohamed el Kébir étaient telles que les princes Moulay Sulayman et Moulay Yazid, firent de la cour du bey de Mascara le lieu favori de leurs moments éloignement de la cour de Meknès. Lorsqu'en 1790, Moulay Yazid devient sultan à la place de son père, remplacé lui-même en 1792 par son frère, Moulay Sulayman qui régna jusqu'à 1822, le Beylik de l'Ouest n'a jamais eu de soucis à se faire du côté de sa frontière avec l'empire chérifien. Facteur important qui permit au bey Mohamed El Kébir de se consacrer entièrement aux projets de développement économique et urbanistique de son Beylik.

## Chapitre 4 : Origine et formation du nouveau peuplement

---

Cependant l'Espagne d'une part, très ébranlée par les pertes humaines et la fragilité militaire de son préside algérien en raison du séisme ; et d'autre part très préoccupée par la guerre générale qu'elle venait d'engager contre la France révolutionnaire, trouvait « dans l'occupation isolée d'Oran et de Mers-el-Kébir un lourd fardeau que n'allégeait aucune compensation » (Lapène, 1845, p. 271). se montrait de plus en plus disposée à accélérer le processus d'évacuation des deux places de guerre, et arriver le plus tôt possible à la conclusion d'un traité qui ne lèse pas trop ses intérêts commerciaux avec le beylik de l'Ouest. C'est ainsi que les pourparlers entamés au lendemain du séisme, entre le Dey d'Alger Mohamed Ben Othman Pacha qui décède le 12 juillet 1791 et le ministre espagnol des Affaires étrangères Floridablanca, reprendront en juillet avec Hassan Khaznadjji, nouveau dey et fils du précédent, qui exerçait effectivement depuis 1788 le pouvoir à la place de son père. La reprise des négociations aboutira enfin, à la signature du traité du 12 septembre 1791, ratifié par Madrid le 9 décembre, stipulant, non sans quelques avantages économiques finalement, l'évacuation d'Oran et de Mers-el-Kébir par l'Espagne. Le samedi 25 février 1792, le dernier Commandant général par intérim, don Juan Courten, qui succéda au comte de Cumbre Hermosa, s'embarqua pour l'Espagne ; tandis que deux jours après, le bey de Mascara, prend définitivement possession de la ville, le lundi 27 février 1792/4 Radjeb 1206<sup>3</sup>.

### La politique de repeuplement

#### *Les prémisses*

Les traits essentiels de cette politique de repeuplement ont commencé à apparaître bien avant l'évacuation d'Oran par les Espagnols. Ces premières manifestations peuvent être aisément remarquées dans les mesures prises par ce bey, aussi bien pour maintenir sur place le peuplement déjà existant que pour encourager d'autres installations. Ainsi, parmi les toutes premières mesures que le bey entreprit dans ce sens, fut incontestablement, sa décision de faire revivre le Ribat d'Oran, qui fut à l'origine créé par le bey Bouchelaghem en 1702, à Yfri. Ce Ribat constituait en quelque sorte, un monastère où vivaient les tolba, dont les conditions de vie n'étaient pas d'ailleurs sans rappeler celles des moines soldats du Moyen-Âge occidental.

Ces tolba-soldats étaient venus s'installer dans le Ribat d'Yfri, en répondant à l'appel du Djihad qui fut lancé par le bey Mohamed el Kébir à travers tout le beylik de l'Ouest. Cependant, pour encourager davantage l'installation à Yfri et permettre de même coup son repeuplement, autant par

---

<sup>3</sup> C'est la date communément admise par tous les historiens. Confirmée par l'inscription en arabe placée par le bey Mohamed el Kébir au fronton du de la porte du Château-Neuf pour commémorer son entrée officielle dans la ville en date du lundi 4 Radjeb 1206, correspondant au lundi 27 février 1792.

les tolba que par d'autres éléments autochtones ; le bey, décida d'exempter d'impôt tous ceux qui exprimaient le désir d'y élire domicile.

Les grandes difficultés d'approvisionnement particulièrement en viandes et en fourrages dues à la situation obsidionale dans laquelle vivait la garnison espagnole depuis que le bey Mohamed Ben Othman accéda à la tête du Beylik de l'Ouest en 1779 et plus particulièrement à partir de 1784 quand le siège était devenu quasi-permanent ; lui avaient donné l'idée, d'entreprendre deux actions en parallèle. D'une part, pour montrer toute sa mansuétude à l'égard de la population espagnole assiégée ; et d'autre part, pour pouvoir déjà attirer les éléments les plus entreprenants en matière de commerce et, notamment les marchands originaires de la petite ville de Kalaâ, connus dans tout l'Ouest de la Régence, pour être d'habiles marchands spécialisés dans le commerce de colportage et de talentueux artisans. Il accorda à ces derniers l'autorisation de pouvoir commercer avec les Espagnols à certaines conditions et à un endroit précis. Pour cet effet, il leur désigna en guise de marché, un emplacement en face du fort Saint-André, tout près des carrières d'Astorfe, dit Bab el Djiara (la porte des chafourniers) ; où les gens de Kalaâ avaient commencé à construire leurs premières maisons et boutiques, cet endroit prit depuis le nom de *plateau des Kalaïa*.

Au lendemain du tremblement de 1790, ce point de rencontre commercial entre les Algériens et les Espagnols, s'était avéré d'une très grande utilité pour l'approvisionnement de la population sinistrée qui fut déplacée dans les nouveaux baraquements élevés par les Espagnols sur le plateau de la rive droite de l'oued Er-Rehhi séparé du marché des Kalaïa, simplement par la muraille d'enceinte.

Au lendemain de la convention de septembre 1791 qui mit fin à la présence espagnole à Oran et Mers-el-Kébir, le bey fit courir le bruit parmi la population espagnole qu'il avait grand besoin de gens spécialisés dans divers métiers pour l'aider à reconstruire la ville. À cet effet, il invita des ouvriers espagnols à demeurer à Oran, en les assurant de sa protection et leur promettant ses bienfaits.

### ***Les premières mesures***

Avec la prise définitive d'Oran, on va assister cette fois-ci à l'application de cette politique de repeuplement qui fut donc officiellement entamée à partir de 1792. De toute évidence, l'objectif immédiat de cette politique semble résider, en premier lieu, dans le fait de *faire le plein* pour compenser le vide en population laissé par le départ des Espagnols. Dès lors, il s'agit de voir comment le bey Mohamed el Kébir allait traduire dans les actes sa politique.

## Chapitre 4 : Origine et formation du nouveau peuplement

---

On peut penser que la prise d'Oran fut en quelque sorte un exutoire au trop plein des populations des autres villes algériennes. On comprend mieux, dès lors, dans toute sa signification l'expression populaire de *Tayhat Ouahran* qu'on peut aisément traduire par la *Curée d'Oran* et, qui était véhiculée à l'époque par la prédiction, selon laquelle, la chance de s'enrichir à Oran ne se répètera pas plus de deux fois, jusqu'à la fin des temps. Il va sans dire, que cette prédiction née assurément de l'imagination populaire, ne pouvait en la circonstance, on ne peut mieux, servir la politique de repeuplement du bey Mohamed el Kébir.

De ce point de vue, il est intéressant de souligner, tout d'abord, que la province occidentale de la Régence qui a été de tout temps désignée sous le nom du Beylik de l'Ouest (Beylik el Gharb) et ce, qu'elle ait pour capitale Mostaganem, Mazouna ou Mascara, devient à partir de 1792, le Beylik d'Oran (Beylik Ouahran). Comme il importe de noter également que cette appellation n'est pas sans relation avec le nouveau découpage administratif que le bey Mohamed-el-Kébir, réussit à faire admettre au dey d'Alger.

La première mesure prise dans ce sens, fut donc le transfert du siège de la nouvelle capitale du Beylik, de Mascara à Oran. Il va de soi, que le premier noyau de peuplement qui était appelé à s'installer à Oran, fût constitué dans un premier temps par les familles des membres du Makhzen (hauts fonctionnaires et chefs militaires) ainsi, que par tous les gens qui gravitaient autour de la cour beylicale, domestiques, clientèles etc., jusqu'aux simples habitants de Mascara dont les activités étaient plus ou moins liées au fonctionnement du Makhzen (boutiquiers, artisans, lettrés, alim-s, etc.).

Il faut toutefois penser que cet apport humain de Mascara été assez important pour savoir que l'opinion la plus communément admise, même de nos jours, veut que les habitants de Mascara soient à l'origine du peuplement d'Oran. En réalité, quelque soit l'importance qu'on veuille bien attribuer à ce noyau mascaréen, il était cependant loin de reconstituer à lui seul le peuplement originel de la ville.

Ainsi, pour vaincre les réticences et donner à sa politique une ouverture beaucoup plus grande, le bey Mohamed el Kébir va être amené à lancer un appel à toutes les classes sociales des autres villes algériennes pour venir repeupler Oran. Néanmoins, bien que cet appel semble être destiné à tous les habitants, toutes classes confondues, il apparaît toutefois que certaines catégories socio-professionnelles soient particulièrement sollicitées. Tels que les artisans, les commerçants, les lettrés, recrutés surtout parmi la population des hadars. En somme, tous ceux qui composent d'ordinaire la classe moyenne d'une cité et qui, par leurs activités artisanales, commerciales et intellectuelles, sont appelés à lui redonner vie. Faut-il rappeler, aussi, qu'aux côtés des hadars algériens, l'apport des juifs était particulièrement souhaité.

À en croire les nombreux historiens qui ont abordé cette période, il semble que l'appel du bey ait recueilli une large audience dans les différentes couches sociales urbaines, aussi bien, musulmanes qu'israélites (Lapène, 1845)<sup>4</sup>. Toutefois, il importe de nuancer cette opinion, car tout porte à croire que cet appel n'était pas accepté d'enthousiasme par l'ensemble des populations, comme le montre l'exemple de ces familles citadines d'origine maraboutique de Tidjidd, à Mostaganem qui, certainement devant le refus qu'elles opposèrent au bey de se rendre à Oran, elles y furent déplacées contre leur gré (Bodin, 1933, p. 183).

À tout prendre, cette attitude qui paraît pour le moins coercitive ; le bey Mohamed el Kébir l'avait déjà exercée par le passé dans le cadre de sa pratique de déplacement des populations, instrument privilégié de ses politiques de repeuplement. Pour s'en convaincre, il y a qu'à voir la marque durable qu'avait laissée cette politique sur l'organisation territoriale des tribus de l'Ouest algérien.

### **Origine des apports humains**

On peut considérer au total que l'appel pour le repeuplement d'Oran, lancé par Mohamed el Kébir porta remarquablement ses fruits, puisque, en plus de Mascara d'où partit la première vague d'émigration vers Oran. Le champ de recrutement de la population s'étendit prodigieusement vite, non seulement, à partir des villes du beylik de l'Ouest, notamment Tlemcen, Nédroma, Mostaganem, Mazouna, Kalaâ, Miliana, etc. ; mais, également à partir d'Alger et de Constantine, voire même les villes marocaines, particulièrement de Fès et Oujda (Lapène, 1847, p. 47).

Cependant, en dépit de la pauvreté des sources et le laconisme de certains documents lorsqu'ils sont disponibles, nous avons néanmoins pu reconstituer tant soit peu les différents apports humains qui ont contribué à la reformation du peuplement d'Oran.

### ***L'élément autochtone***

En premier lieu, il faut tenir compte de l'élément turc qui composait en grande partie la milice beylicale et la garnison militaire. Tandis que l'élément Kouroughli était présent, aussi bien dans le corps militaire qu'intégré à la population, notamment la population d'origine hadria. Ces deux éléments ethniques, turc et Kouroughli, s'étaient vus renforcer par les apports de même origine, composés de militaires en disgrâce, envoyés tant par des éléments provenant aussi bien d'Alger que des autres capitales provinciales, Constantine et Médéa, notamment.

---

<sup>4</sup> Cf. également : Rotalier, Ch. de (1847), *Histoire d'Alger et de la piraterie des Turcs dans la Méditerranée à dater du 16<sup>e</sup> siècle*. Paris : Paulin, 2 vol..

## Chapitre 4 : Origine et formation du nouveau peuplement

---

Il convient de noter ainsi donc, la part dominante prise dans ce repeuplement par les gens originaires des tribus makhzen et de leurs raïas, contrôlant le territoire sur lequel était situé Oran, en l'occurrence les Zmala, les Douaïr, les Gharraba, les Ghomra, etc.

D'un autre côté, une part non négligeable était constituée par les tribus qui participèrent à la lutte contre les Espagnols ; telles que les tribus des Hachem, de la plaine de Ghriss, les Flitta et les Beni Zeroual du Dahra.

On peut citer aussi, les tribus de Khalifat du Cherg, dépendant du Beylik d'Oran, comme les Mekahlia, les Ouled Sidi Aribi, les Sbih et la puissante confédération des Béni Ouragh.

Certaines de ces tribus, s'étaient tellement illustrées dans l'acharnement de leurs combats contre les Espagnols qu'on attribua à chacune d'elles un nom aux forts espagnols d'Oran (Bordj Beni Zeroual, et Bordj Sbahïa notamment).

### *Les éléments de la population des Berranis*

Parallèlement à ces apports, était venue se greffer, une autre catégorie de population tout à fait particulière, composée de gens venus de divers horizons géographiques, et qui, de surcroît, se distinguaient du reste de la population par leurs particularismes socio-ethniques. Ces derniers étaient désignés sous l'appellation de Berranis.

Bien qu'il soit difficile de déterminer exactement les diverses aires de recrutement des Berranis, nous sommes arrivés tant soi peu, à localiser à partir de leurs origines ethniques, approximativement leurs principaux points de départ, dont nous préciserons par la suite leurs régions géographiques.

### *Les éléments juifs et européens*

À la faveur de la convention du 12 septembre 1791, le bey Mohamed el Kébir, entre en relation officielle avec le commandant-général par intérim, Don Juan Courten qui avait commencé à organiser les préparatifs d'embarquement des troupes et des civils et à superviser les travaux de démolition et de désarmement des forts, pour lui demander de laisser sur place « un homme de chaque profession pour y exercer son industrie, en lui assurant aide et protection » (Lapène, 1847, p.273)..

Cette demande fut agréée par le gouverneur espagnol qui la transmit aussitôt à ses compatriotes et aux autres soldats européens servant dans l'armée espagnole et que rien ne rattache à l'Espagne, désireux de continuer à vivre à Oran.

Contre toute attente, l'appel du bey fut très favorablement accueilli, et nombreux furent ceux qui avaient accepté l'offre de service et accepté les conditions et les garanties du bey. À l'exception de soixante-dix à quatre-vingts familles qui se décidèrent à rester à Oran, sous la protection du bey



Mohamed, l'évacuation fut complète au bout des quatre mois de rigueur (Fey, 1858, p. 267).

Les candidats à la *cohabitation* étaient majoritairement espagnols, mais il y avait également un bon nombre de Français qui servaient comme soldats et officiers dans les régiments espagnols d'Oran. Les civils étaient tous des gens de métier ; les militaires, en plus du métier des armes, beaucoup excellaient dans d'autres professions

Un document des archives espagnoles représentant la liste des Européens présents à Oran à la date du 2 juillet 1792 ; nous donne une idée assez claire sur la composante sociale et le profil socio-professionnel de cette colonie européenne.

La liste comporte 67 noms de personnes, 59 hommes et 8 femmes. Parmi les hommes, 49 sont déclarés vivant seuls, figurent parmi eux 9 *Presidarios* (bagnards) dont un marié avec un enfant ; 2 hommes sont sans femmes mais vivant avec leurs enfants adultes. Parmi les 8 femmes, 5 sont déclarées mariées avec des enfants ; 2 femmes apparaissent comme étant non mariées, mais ayant des enfants et une femme vivant avec son fils adulte. Les enfants mineurs au total de 15 appartiennent aux 7 femmes.

Sur le plan professionnel, les activités exercées par les hommes se répartissent en 6 groupes : *Carpinteros* (charpentiers), *Albañiles* (maçons), *Canteros* (carriers ou tailleurs de pierre), *Herreros* (forgerons), *Otros oficios* (autres métiers) dans lesquels on trouve, un orfèvre, un fondeur, un charretier, des maraîchers et un maréchal-ferrant. Comme on y trouve également 2 militaires, un aumônier. 8 des 59 hommes sont des Français<sup>5</sup>. Ces derniers furent rejoints en août 1792 quelques mois à peine, après la reprise de la ville, par une foule d'ouvriers et de techniciens espagnols venus à Oran en vue de se mettre au service du bey, parmi lesquels, deux ingénieurs, Juan Ruiz et Julian Villaréal qui réussirent à se présenter au bey, par l'intermédiaire de Santiago Grimaud (Chenntouf, 1981, pp. 159-175, p. 171).

Le projet de fonderie de canons auquel le bey Mohamed el Kébir devait renoncer sous la pression du dey, l'obligea à se séparer des deux ingénieurs ; ces derniers, s'embarquèrent avec leurs familles le 15 février 1793 pour Alicante (Conrotte, 1909).

Néanmoins, juste après la disparition de Mohamed el Kébir en 1799, ses successeurs n'offraient plus les mêmes garanties de sécurité pour les ressortissants européens ; peu de temps après, pour ces pacifiques industriels, Oran ne fut plus une terre d'adoption, mais une terre étrangère.

---

<sup>5</sup> Cf. en annexe « Nota de los Europeos existentes en esta Plaza de Orán, 2 Julio 1792 », *Archivo Histórico Nacional (Madrid), Sección de Estado, legajo 3580*, cité par DONCEL Gregorio Sanchez, *Presencia de España en Orán (1509-1792)*, Toledo, Estudio Teológico de San Ildefonso, Seminario Conciliar, 1992, pp. 850-852.

## Chapitre 4 : Origine et formation du nouveau peuplement

---

Le nombre des familles européennes principalement espagnoles, ne cessa de diminuer. S'accommodant très mal de la nouvelle situation, elles quittèrent une à une la ville, et retournèrent dans leur pays. Seuls quelques rares Européens étaient restés, comme Juan Gallardo, mentionné sur la liste des 67 Européens présents à Oran en juillet 1792, où nous le trouvant exerçant le métier de *Maestro Platero* (Maître-orfèvre)<sup>6</sup>.

De son vrai nom Jean Gaillard, d'origine française, né à Paris en 1750, il arriva à Oran avec le régiment des gardes wallonnes dont il faisait partie, d'abord naturalisé espagnol, en prenant le nom de Gallardo ; après la reprise d'Oran par les Algériens, il se fit musulman, et devint joaillier de tous les beys qui se sont succédé. « Les Français, dit le lieutenant-colonel Lapène, le trouvèrent dans la ville, où il réside encore (1840) ; tradition vivante du temps passé, il exerce toujours sa première profession ». Il était connu de toute la population sous le nom de *Tchico*, il est mort à Oran en 1841 (Walsin-Esterhazy, 1850, p. 192).

Son fils, Domingo (Dominique) hérita de la profession de son père ; en 1840, il était officier de la milice urbaine ; « et ce n'est pas sans effroi, après tant d'années, qu'il raconte la ruine des espagnols et la première cause de leur départ d'Oran » (Fey, 1858, p. 267).

Il y a lieu de citer le cas du chevalier de Torcy, d'origine française également qui était pendant l'occupation espagnole, officier dans le régiment des gardes wallonnes. Il mourut à Oran, en 1852, à l'âge de quatre-vingt-deux ans (Meunier, 1890, pp. 212-332, p. 41, note 1). Enfin, le consul anglais Nathaniel Welsford qui représentait auprès du dernier bey, Hassan Ben Moussa, plus ses intérêts personnels que ceux de son pays.

Aussi paradoxale que cela puisse paraître, on peut affirmer sans ambages que de tous les apports humains qui ont contribué au repeuplement d'Oran, c'est incontestablement sur l'apport israélite que nous sommes, de loin, le mieux informé. En effet, à partir simplement des sources documentaires locales, nous avons pu arriver, non seulement, à connaître l'origine géographique de cet apport, mais aussi, et ce n'est pas le moins important, à connaître à peu près l'essentiel des noms des premières familles juives qui ont été à l'origine de la reconstitution de la communauté juive d'Oran (Bloch, 1886, pp. 85-104). Pour cette raison nous avons cru judicieux compte tenu de l'importance du moment historique qu'avait revêtu le retour de la communauté juive au sein de la société oranaise après une absence forcée de plus de deux siècles ; de consacrer un chapitre à part à cet événement à travers la reconstitution de la communauté juive d'Oran (Cf. le chapitre sur La Reconstitution de la communauté juive (1792).

---

<sup>6</sup> « Nota de los Europeos existentes en esta Plaza de Orán, 2 Julio 1792 », *op.cit.*

### *Les problèmes des Mogatazes*

L'autre aspect, non moins important qui se posa à la conscience du bey Mohamed el Kébir, plus dans sa portée humaine plus que politique, est celui du sort qu'il devait réserver aux Mogatazes. Ces derniers, auxiliaires autochtones des Espagnols, flétris par la population ; le bey, dès son retour à Mascara au mois d'août 1791, décida, de faire acte de clémence et de pardon à leurs égards, approuvé et encouragé dans cette voie par les alim-s qui lui « conseillèrent l'oubli du passé, et le conjurèrent d'accorder, à ces transfuges, un pardon sans limites » (Fey, 1858, pp. 259-260). À la suite de quoi, le bey dépêcha auprès des Mogatazes encore présents à Oran, trois des alim-s les plus proches de lui : Abdallah Ben Haoua, cadi de Mascara et de mehalla en campagne, Sidi Ahmed Ben Sahnoun, khatib de la grande mosquée de Mascara, et Sidi Mohamed Ben Friha, afin de les informer que le bey leur accorde l'*Aman* (acte de protection) et s'engage solennellement à ne pas les inquiéter pour les faits antérieurs à sa prise de possession (Walsin-Esterhazy, 1840, p. 192). À la faveur du pardon beylical, les « rédemptés », pourraient ainsi, comme tout bon musulman rejoindre le camp des Moudjahiddine (combattants de la foi) ; et demeurer dans la ville après le départ des Espagnols, tout en leur garantissant le respect et la sécurité de leur personne et de leurs biens. Les alim-s émissaires du bey ne réussirent à ramener avec eux qu'une quarantaine de ces musulmans repentis qui renoncèrent à vivre davantage avec les *Chrétiens*. Le reste des Mogatazes, trouva divers prétextes pour ne pas revenir dans le giron de leur communauté d'origine, « les un objectaient que leurs affaires, commerciales et privées, exigeaient encore leur présence ; d'autres, que l'évacuation de la ville, par les troupes chrétiennes, n'était pas certaine ; plusieurs dirent qu'ils n'ajoutaient pas foi à des paroles de paix, qui pouvaient cacher un piège ; qu'ils aimaient mieux se fier aux Espagnols et les suivre dans leur pays, parce que, connaissant la loyauté du caractère de cette nation, ils étaient certains qu'il ne leur serait fait aucun mal » (Fey, 1858, p. 260).

En février 1792, tandis que les Espagnols s'apprêtaient à embarquer leurs derniers ressortissants civils et militaires ; ils refusèrent, en vertu de l'édit du souverain espagnol Philippe II (1527-1598), interdisant à tout musulman de fouler la terre espagnole, d'embarquer avec eux les Mogatazes qui leur sont restés fidèles jusqu'à la dernière heure. Le moins qu'ils avaient pu faire à leurs anciens auxiliaires, c'était de les embarquer pour Mélélla et Ceuta, les deux présides qu'occupaient encore l'Espagne sur la côte maghrébine. Les Mogatazes devaient donc comprendre, trop tard, malheureusement pour eux, qu'ils n'étaient utiles pour les Espagnols que pour le service qu'ils leur rendaient à Oran (Ben Sahnoun Er-Rachidi, 1973).

Si toutefois, nous souhaiterions tirer une première conclusion, même, si de prime abord, elle paraît banale, c'est pour constater que, compte tenu de la lourde immobilité dans laquelle se trouvait la société urbaine algérienne

## **Chapitre 4 : Origine et formation du nouveau peuplement**

---

précoloniale, due au cloisonnement quasi-immuable entre les différentes communautés et couches sociales ; ces politiques de déplacements des populations et de repeuplement basées sur un subtil dosage des différents apports humains, offraient de grandes possibilités à tout un chacun à l'époque de pouvoir tenter sa chance dans cette société urbaine en formation, ce qui aurait été impossible à imaginer à Tlemcen, Alger ou Constantine, par exemple.